
Aux sources du bolsonarisme. Le regard porté par les officiers retraités d'extrême droite sur la Nouvelle République brésilienne, années 1990-2010

The Roots of Bolsonaroism: Retired, Far-Right-Wing Military Officers Look Back on The New Brazilian Republic, 1990s-2010s

Maud Chirio



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/histoirepolitique/14471>

DOI : [10.4000/histoirepolitique.14471](https://doi.org/10.4000/histoirepolitique.14471)

ISSN : 1954-3670

Éditeur

Centre d'histoire de Sciences Po

Référence électronique

Maud Chirio, « Aux sources du bolsonarisme. Le regard porté par les officiers retraités d'extrême droite sur la Nouvelle République brésilienne, années 1990-2010 », *Histoire Politique* [En ligne], 50 | 2023, mis en ligne le 01 novembre 2023, consulté le 24 novembre 2023. URL : <http://journals.openedition.org/histoirepolitique/14471> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/histoirepolitique.14471>

Ce document a été généré automatiquement le 24 novembre 2023.



Le texte seul est utilisable sous licence CC BY-SA 4.0. Les autres éléments (illustrations, fichiers annexes importés) sont « Tous droits réservés », sauf mention contraire.

Aux sources du bolsonarisme. Le regard porté par les officiers retraités d'extrême droite sur la Nouvelle République brésilienne, années 1990-2010

The Roots of Bolsonarism: Retired, Far-Right-Wing Military Officers Look Back on The New Brazilian Republic, 1990s-2010s

Maud Chirio

- 1 L'ascension électorale de Jair Bolsonaro et sa large victoire aux élections d'octobre 2018 ont constitué un « choc de réalité politique¹ » : un événement historique qui a rompu à la fois avec le passé tel qu'il était compris et le futur tel qu'il était envisagé. En particulier, le passé et le futur de la Nouvelle République et du régime démocratique. Malgré les inquiétudes suscitées par l'extrême polarisation politique depuis 2014, la destitution inconstitutionnelle de la présidente Dilma Rousseff en août 2016 et la politisation des enquêtes judiciaires, une pensée téléologique de la construction démocratique demeurait ancrée dans l'imaginaire collectif. Le vocabulaire disponible y incite d'ailleurs : la Nouvelle République est née en 1985 dans un contexte de « transition démocratique », une expression évoquant un processus unidirectionnel et irréversible, fruit du démantèlement de l'autoritarisme antérieur. Cet imaginaire est également prégnant à l'étranger. Il a mené, notamment en France, à interpréter le climat politique autour de la destitution de Dilma Rousseff comme de maturité démocratique, dont les manifestations de masse hostiles à la corruption de la classe politique et une justice indépendante du pouvoir exécutif seraient les marqueurs les plus évidents. En exigeant une transparence de l'action publique, le peuple brésilien affrontait enfin l'un des maux grevant le régime démocratique, comme l'ont écrit certains éditorialistes de la grande presse hexagonale avec une certaine condescendance dans la plume².

- 2 L'ascension fulgurante puis la large victoire de Jair Messias Bolsonaro aux élections présidentielles d'octobre 2018 ont forcé les observateurs à rompre avec ce sens commun de l'ancrage, et même de la maturation, de la démocratie brésilienne. Le nouveau président portait en effet des valeurs, un rapport aux institutions et aux droits des adversaires, ainsi que des références historiques diamétralement opposées au « consensus démocratique » officiellement établi par la Constitution de 1988. Bolsonaro est en particulier la première figure politique d'envergure nationale à réhabiliter et même à exalter la dictature militaire (1964-1985) en mettant l'accent sur sa dimension répressive. Les agents de la répression sont d'ailleurs érigés en héros et mentors, notamment le colonel Carlos Alberto Brilhante Ustra, ancien responsable à São Paulo du DOI-CODI (la police civile-militaire créée par le pouvoir militaire à l'échelle des États fédérés³) pendant les années de plomb et auteur de certains des sévices infligés à Dilma Rousseff, ancienne guérillera, lors de sa détention. C'est à Ustra, décédé en 2015 peu après avoir été contraint de témoigner face à la Commission nationale de la vérité (CNV), que le député Bolsonaro dédie en avril 2016 son vote en faveur de la destitution de la présidente. Ustra, son nom, sa veuve, ses nombreux écrits – il est l'un des grands producteurs de la « mémoire militaire de la répression » –, la photographie plus ou moins stylisée de son visage chaussé de lunettes fumées lors de l'audition à la CNV, sont des éléments très présents dans l'argumentaire et le matériel de campagne de Bolsonaro.
- 3 La centralité de la référence à la dictature dans le discours de Bolsonaro et de son entourage ne s'inscrit pas dans un simple conflit de mémoires concernant un passé révolu : le régime déchu est considéré comme un modèle opposé à une République décadente, immorale, enserrée dans des institutions vérolées et faible face à la menace que représenterait le communisme au XXI^e siècle. Face à des enjeux et des dangers considérés comme toujours présents, Jair Bolsonaro réintroduit dans le débat public les solutions qui furent celles de la dictature. Ainsi avait-il promis entre les deux tours de l'élection présidentielle d'exécuter sommairement les opposants les plus récalcitrants en les menant « au bout de la plage » (« *na ponta da praia* »), expression issue du vocabulaire des agents de la répression⁴. Le même jour, l'un des fils Bolsonaro, Eduardo, alors député fédéral de l'État de São Paulo, a menacé la Cour suprême (Supremo Tribunal Federal) en indiquant qu'il suffirait d'« un caporal et d'un soldat » pour fermer l'institution⁵. Le mandat du père a ensuite été marqué par un bras de fer constant entre l'exécutif et la haute cour. Des menaces similaires ont été proférées à l'égard du Congrès par les appels récurrents à un nouvel « Acte institutionnel n° 5 », le décret qui en décembre 1968 avait permis le virage autoritaire du régime militaire et fermé les instances législatives.
- 4 Certes, l'évocation récurrente des solutions autoritaires adoptées sous la dictature ne s'est traduite qu'à la marge par une évolution du régime entre 2019 et 2022. La contestation des résultats des élections, à venir puis perdues, les menaces contre les institutions législatives et judiciaires, l'épouvantail d'une intervention directe des forces armées n'ont débouché ni sur une véritable tentative de coup d'État – malgré les lourdes questions posées par les violences du 8 janvier 2023⁶ – ni sur une évolution frontalement illibérale du jeu institutionnel. Cependant, l'évidence s'est imposée dans une partie du débat public et intellectuel que non seulement l'équipe au pouvoir, mais aussi ses soutiens au sein de la classe politique et de l'appareil d'État, n'avaient pas connu « l'acculturation démocratique » supposée au temps de la transition. Ce constat a

incité des chercheurs, journalistes et, plus largement, des intervenants du débat public à un retour critique sur l'histoire récente du Brésil. La question « Que reste-t-il de la dictature ?⁷ », récurrente depuis les années 2000 et surtout appliquée aux violences policières et à la prégnance d'imaginaires autoritaires et interventionnistes au sein des forces armées, a gagné une acuité nouvelle : la recherche dans l'histoire récente d'une matrice idéologique du bolsonarisme et d'espaces sociaux où ces imaginaires ultra-conservateurs auraient été alimentés et débattus depuis la période dictatoriale.

- 5 Cet article est ainsi le produit d'une recherche percutée par l'actualité et la demande sociale. Il explore un milieu socio-politique très spécifique et jusqu'alors largement ignoré par la communauté scientifique : les associations de militaires réformés créées dans la décennie qui a suivi la transition démocratique. Il pose l'hypothèse que ces milieux d'extrême droite, à l'audience longtemps limitée, ont été un espace de transmission et d'évolution d'un certain nombre d'imaginaires politiques dans lesquels Jair Bolsonaro a été socialisé. En particulier, un discours sur la fragilité du régime démocratique instauré par la Constitution de 1988, sa vulnérabilité à la subversion et la décrépitude morale de ses élites politiques.

Le Grupo Inconfidência et le militantisme de l'extrême droite réformée

- 6 Le point de départ de ce texte est une expérience d'archives : la découverte de la collection du *Jornal Inconfidência*⁸ à la bibliothèque du Club militaire à Rio de Janeiro, pour la période 1998-2015. Il s'agit de la publication mensuelle du Grupo Inconfidência (GI), une association d'extrême droite fondée par des militaires réformés en 1993 dans l'État du Minas Gerais. Venue en ces lieux en janvier 2020 sans objectif précis ni certitude que le climat politique me permettrait une consultation facile de la documentation, j'ai été frappée par deux choses à l'ouverture des cartons : la première est l'impression que le lexique politique du bolsonarisme, ses thématiques et ses images sont très tôt consolidés dans les pages du journal. La seconde est que Jair Bolsonaro lui-même est de longue date une figure importante de ce milieu d'extrême droite réformée : dès les premiers numéros conservés au Club militaire, en 1998, le journal fait campagne pour Bolsonaro et accompagne ses déclarations et activités comme député de Rio de Janeiro.
- 7 Ce constat contrastait avec la quasi-absence de recherches consacrées à la nébuleuse de militaires réformés. Les uniques travaux à leur sujet sont le fait du politiste Eduardo Heleno dos Santos, qui a étudié le surgissement de collectifs de réformés au Brésil, en Argentine, en Uruguay et au Paraguay dans les deux dernières décennies du XX^e siècle⁹. Santos s'intéresse surtout aux logiques d'apparition de ces mobilisations : il y lit une réaction à un isolement croissant des forces armées, à la perte d'espaces de pouvoir et à l'installation d'un contrôle civil. Il n'exclut pas l'hypothèse d'une influence sur la droite civile et les militaires d'active, mais ses appels à enquêter en ce sens restent lettre morte : jusqu'en 2016-2017 au moins, les officiers à la retraite de ces groupuscules sont considérés comme les représentants d'un monde révolu, vieillards sans troupes sous leurs ordres, ouvertement nostalgiques d'une époque dont on répétait qu'elle n'adviendrait « *Nunca mais* » (« Jamais plus »).

- 8 L'événement symbole de cette perception des groupes réformés est la mobilisation militaire de février-mars 2012. Elle fait suite à l'évocation par la secrétaire d'État aux Droits humains, Mária do Rosário, de la possibilité d'une judiciarisation de la Commission nationale de la vérité, dont les travaux doivent s'ouvrir en mai de la même année. La CNV est le troisième des dispositifs de justice transitionnelle créés après la chute de la dictature en 1985. Les deux premiers étaient des commissions d'indemnisation, alors que la CNV doit établir un discours officiel sur les crimes commis par le pouvoir militaire, ouvrir de nouvelles archives et collecter des sources orales. Elle ne prévoit néanmoins pas d'instruction judiciaire contre les policiers et les militaires, protégés par la loi d'amnistie de 1979 par laquelle le pouvoir militaire protégeait par anticipation ses agents et jamais remise en cause par la suite. L'hypothèse de l'ouverture de procès formulée par un membre du gouvernement suscite la protestation immédiate des présidents des clubs des trois forces armées. Ils publient une déclaration commune de désaveu que le ministre de la Défense les oblige à supprimer. Cette mesure provoque des solidarités en cascade : d'abord de cent officiers réformés puis, ces derniers ayant été punis, de 1 500 autres venus leur apporter leur soutien¹⁰.
- 9 L'interprétation dominante est que ce manifeste est leur chant du cygne. Cette agonie a son moment iconique : la manifestation organisée devant le Club militaire, le 29 mars 2012, alors que se tient un séminaire intitulé « 1964 – La vérité ». Les slogans des militants, leur jeunesse et la pression physique qu'ils exercent sur quelques vieux officiers malmenés symbolisent la fin d'un monde. Celui qui s'ouvre, porté par une démocratie finalement arrivée à maturité, aurait pour piliers la justice, les droits humains, la démilitarisation de la sécurité urbaine, la lutte contre les discriminations, la transparence sur les violences d'État passées et présentes. Une grammaire politique que l'on retrouvera dans les recommandations du rapport de la CNV en décembre 2014¹¹.
- 10 Mais ces recommandations sont tombées dans les oubliettes de l'histoire au moment même où elles ont été énoncées. En un bref laps de temps, entre mars 2012 et décembre 2014, les « horizons d'attente » d'importants secteurs de l'opinion avaient déjà évolué. Pour reprendre la métaphore du sociologue Gabriel Feltran, les représentations collectives avaient entamé une évolution imprévue, des marges vers le centre¹². Alors qu'était attendue une diffusion de valeurs humanistes, démocratiques et sécularisées vers les secteurs minoritaires qui y étaient rétifs, c'est le contraire qui s'est passé : la colonisation de l'opinion, puis de l'appareil d'État, par des marges politiques et porteuses d'imaginaires ultra-conservateurs.
- 11 Le Grupo Inconfidência est l'une de ces modestes marges, insérée à son échelle dans la nébuleuse ultra-conservatrice qui a diffusé sa vision du monde très au-delà de ses publics initiaux. Son journal est une toute petite entreprise, dirigée par une demi-douzaine d'officiers réformés de l'armée de terre et de l'aéronautique. Les contributeurs réguliers, le courrier des lecteurs, la liste des abonnés et des donateurs représentent un univers d'environ deux cents personnes en début de période, et de huit cents à la fin, essentiellement des militaires réformés et leurs familles. Dans les années 2000, le journal en version papier est distribué dans des milliers d'unités militaires dans le sud et le sud-est du pays, et pendant plusieurs années dans les mille deux cents écoles publiques du Minas Gerais. Il passe progressivement au format

numérique dans les années 2010, comme newsletter puis sur internet. Le journal est gratuit et mis à disposition des publics, il est difficile d'évaluer qui le lit réellement.

- 12 Petit, ce milieu social n'est pourtant pas isolé. Il est intégré dans les années 1990 et 2000 dans de multiples réseaux. Premièrement, dans la bonne société du Minas Gerais, comme en témoignent les réceptions régulières au Lion's et au Rotary Club co-organisées par le GI et les colonnes dont disposent dans le journal des barons locaux, des figures historiques du régime militaire et des journalistes conservateurs. Cette « bonne société » englobe les commandements militaires de la région, même si une distance tend à s'affirmer à la fin des années 2000. Le deuxième réseau dans lequel le GI est fortement inséré est celui des autres groupes de l'extrême droite réformée : le journal ouvre, presque à chaque numéro, ses colonnes à des militants de Ternuma (Terrorismo Nunca Mais)¹³ et publie régulièrement des déclarations conjointes avec d'autres organisations similaires, au nombre d'une vingtaine. Les anciens agents de l'appareil répressif sous la dictature y sont nombreux, et plusieurs écrivent également pour le journal. C'est le cas des colonels Aluisio Madruga (ancien commandant du DOI-CODI du District fédéral) et Carlos de Souza Scheliga (agent du DOI de Rio de Janeiro), du général Agnaldo del Nero (ancien agent du DOI de São Paulo) ou encore, évidemment, de l'ancien commandant du DOI de São Paulo, Carlos Alberto Brilhante Ustra.
- 13 Cette nébuleuse de réformés fréquente également des organisations civiles de « Nouvelle Droite », comme le Movimento Endireita Brasil (Mouvement Droitisons le Brésil), fondé en 2006 par Ricardo Salles – futur ministre de l'Environnement de Jair Bolsonaro entre 2019 et 2021 – autour d'un agenda néolibéral et de revendications conservatrices sur les questions sociétales comme le mariage homosexuel, le droit à l'avortement ou la peine de mort. Le journal ouvre ses colonnes à des publicistes conservateurs tantôt obscurs, tantôt en pleine ascension médiatique. C'est le cas de Rodrigo Constantino, président de l'Institut libéral, qui écrit ponctuellement pour le journal à la fin des années 2000 ou y voit d'autres textes republiés ; et surtout d'Olavo de Carvalho, étoile montante de la nouvelle droite brésilienne et futur gourou du clan Bolsonaro, star du journal dès le début de la décennie. Ces protagonistes non seulement cohabitent dans les pages du journal et dans des événements organisés conjointement, mais articulent au fil des ans leurs agendas et adoptent une grammaire politique commune. Les imaginaires de la « ligne dure » militaire héritée de la dictature, en particulier sur la perception du système politique, du pluralisme démocratique et des mouvements populaires, sont ainsi articulés à partir du début du XXI^e siècle avec des thèses circulant à l'intérieur de l'espace occidental ; celle, tout particulièrement, du « marxisme culturel » et de la « révolution gramscienne », selon laquelle l'offensive communiste en Occident se serait muée en stratégie d'hégémonie culturelle et intellectuelle et investie des combats sociétaux, moraux et culturels.

La République vérolée et l'urgence de sa régénération

- 14 Le Grupo Inconfidência, comme les dix-huit autres associations fondées par des officiers réformés entre 1987 et 2001, a pour agenda explicite une opposition frontale à l'ensemble du système politique. Le rapport au temps est tout au long de la période celui de l'urgence. Presque à chaque numéro, un article est titré « Ça suffit ! » (« *Chega !* »), « *Basta !* », « Jusqu'à quand ? » (parfois en latin, « *Quousque tandem ?* »). La

situation politique est décrite comme insupportable, attentatoire à l'honneur militaire, indigne du peuple brésilien, mais également dangereuse, au bord de la révolution, du point de non-retour. Les auteurs se présentent comme des vigies, seuls conscients de la tragédie annoncée, seuls assez courageux pour s'y opposer. Le rejet de l'ensemble du système a trois raisons principales : la très générale « complète inversion des valeurs morales et éthiques » ; la corruption endémique de la classe politique ; et l'esprit de revanche à l'égard des militaires à la suite de la répression politique de la dictature. Contre cet état de fait, le Grupo Inconfidência assume son projet : la « mobilisation de la famille militaire » pour porter dans les assemblées des « hommes de bien » (« *homens de bem* »), tout particulièrement des militaires¹⁴.

- 15 Jair Bolsonaro fait alors figure d'exemple de succès politique : officier parachutiste écarté de l'armée de terre en 1988 après de graves actes d'indiscipline, il est immédiatement élu conseiller municipal de la ville de Rio de Janeiro et député du même État deux ans plus tard¹⁵. Cette entrée fulgurante en politique est liée aux appuis dont l'ancien capitaine bénéficie dans la classe politique conservatrice *carioca*, très liée aux élites militaires locales et sûre du succès qu'obtiendra ce personnage viriliste et outrancier auprès de certains électors. En effet, Rio de Janeiro est le siège de la plus grande garnison d'Amérique latine, la *Vila Militar*, et dispose d'un surencadrement policier lié à sa condition d'ancienne capitale et de problèmes croissants de violence urbaine. Ce sont ces secteurs socio-professionnels et leur entourage immédiat qui élisent confortablement Jair Bolsonaro comme député pendant vingt-sept ans. Hostile au nouveau régime, cette nébuleuse d'extrême droite investit donc immédiatement le jeu partisan. « Le vote est notre arme » affirme la « une » d'août 1998, aux côtés de la photographie du candidat Bolsonaro embrassant les dirigeants du groupe¹⁶. L'idée d'une intervention militaire est également régulièrement évoquée, via le détournement d'un article de la Constitution de 1988, qui autorise le pouvoir exécutif, législatif ou judiciaire à recourir aux forces armées en cas de menace contre les « pouvoirs constitutionnels [...] la loi et l'ordre » (art. 142). En d'autres termes, ces apologistes de la dictature condamnent le régime en place tout en appelant à sa régénération par les voies légales et, en particulier, l'investissement du jeu parlementaire pour lequel ces hommes ne cessent par ailleurs de clamer leur mépris.
- 16 Il s'agit de l'une des contradictions de la droite militaire au Brésil. Elle hérite d'une défiance à l'égard de la classe politique civile et de l'activité parlementaire aussi ancienne que la professionnalisation militaire, à la fin du XIX^e siècle. L'installation de la République après 1889 s'est accompagnée de la construction d'un esprit de corps autour de l'opposition entre civils (ou *paisanos*) et militaires, ces derniers se considérant comme supérieurs techniquement et moralement, seuls dévoués à la patrie et au bien commun¹⁷. Cet antiparlementarisme, dénonçant les politiciens comme bavards, inefficaces et corrompus, a nourri les soulèvements militaires tout au long du XX^e siècle. À partir des années 1950, la dénonciation de la corruption généralisée du camp travailliste ou « gétuliste » (héritier des préoccupations sociales de Getúlio Vargas) est devenue avec l'anticommunisme le principal cheval de bataille de la droite radicale, civile et militaire : c'est d'ailleurs contre la subversion et la corruption que les putschistes ont renversé le régime démocratique en 1964.
- 17 Le mépris pour l'activité politique et parlementaire n'a pas empêché des officiers de disputer presque continûment la magistrature suprême aux civils – entre 1946 et 1979, aucun second tour d'élections présidentielles n'est exempt d'un général –, et de

concourir à des postes électifs. La dictature de 1964 a vu se perpétuer ces pratiques : si l'exécutif était dominé par les états-majors militaires sans possibilité de délibération, le Congrès (épuré et contrôlé) est demeuré ouvert, des élections très contraintes ont été maintenues, ainsi qu'une partie des protections constitutionnelles pour les citoyens¹⁸. Les assemblées législatives ont constitué des lieux d'affrontement, mais aussi de collaboration avec les élites civiles et un espace de pouvoir pour des officiers en disponibilité de l'active ou déjà à la retraite. Ce rapport compliqué au jeu électoral explique pourquoi, sous la Nouvelle République, ces réformés pourtant très hostiles au nouveau régime et au pluralisme démocratique en général défendent une militarisation des assemblées.

- 18 La corruption est d'emblée un thème obsédant du *Jornal Inconfidência*. Dès l'arrivée de Luiz Inácio Lula da Silva à la présidence en 2003, toute la dénonciation se concentre sur le Parti des travailleurs (PT) dont il est membre. La chronique « C'est quoi ce parti ? » (« *Que partido é esse ?* »), exclusivement consacrée à la corruption du PT, débute alors. À partir du milieu des années 2000, une large bande en quatrième de couverture du journal indique « PT Jamais plus » (« *PT Nunca mais* »), détournement du slogan de rejet de la violence d'État sous les dictatures de Sécurité nationale. Tant les rédacteurs du journal que le député Bolsonaro, dont ils reprennent les propos, puisent dans le répertoire historique de dénigrement de la République et d'association entre la gauche, le communisme, la puissance d'un État social et la corruption. L'expression consacrée est la « mer de boue » (« *mar de lama* »), parfois colorée de « rouge », inventée par la droite hostile à Getúlio Vargas dans les années 1950. Le journal répercute dès mars 2014 les premiers éléments de l'affaire Petrobrás, et la rubrique « *Que partido é esse ?* » est de plus en plus envahie par des images et des montages associant le pouvoir au communisme (faucilles et marteaux, uniformes soviétiques) qui circulent abondamment sur les réseaux sociaux¹⁹.
- 19 « L'antipétisme » (opposition au PT) dans le *Jornal Inconfidência* est un discours tôt constitué, qui évolue peu après l'arrivée du parti au pouvoir en 2003. Il constitue le cœur de la crise démocratique post-2014 et du discours de Jair Bolsonaro dans sa phase d'ascension politique. La dénonciation de la corruption n'est que l'une de ses composantes : le parti et son accession au pouvoir sont en effet insérés dans un grand récit selon lequel une gauche héritière du communisme, ou le communisme lui-même, mènerait une guerre culturelle et politique en Occident.

Mémoire de la dictature et poursuite de la guerre contre-révolutionnaire

- 20 L'extrême droite militaire qui s'exprime dans les pages du *Jornal Inconfidência*, outre son mépris pour le jeu parlementaire et la classe politique, lit l'actualité à travers des grilles directement héritées de la Guerre froide. Le camp progressiste – partis, syndicats, mouvements sociaux, intellectuels, artistes – est qualifié de communiste et considéré comme un ennemi historique de la nation, de la famille chrétienne et de l'armée. Pour les militants qui s'expriment dans le journal, l'avènement de la Nouvelle République en 1985 ne constitue pas la fin de la « guerre contre-révolutionnaire » qu'ils considéraient mener contre le communisme, ni l'avènement d'un nouveau régime de gestions des conflits, où des relations d'adversaires et l'acceptation du pluralisme se substitueraient à l'écrasement par la violence. Il constitue encore moins l'ouverture en

direction d'une pacification du pays. Le retour de la démocratie est simplement la victoire des ennemis de la veille, dont le terrain a été pavé par les trahisons des derniers généraux au pouvoir, Ernesto Geisel (1974-1979) et João Batista Figueiredo (1979-1985)²⁰.

- 21 Cette conviction est définitivement acquise après l'élection de Fernando Henrique Cardoso à la présidence de la République en 1994. Bien que le sociologue d'obédience marxiste, auto-exilé sous la dictature, se soit ensuite largement converti au néolibéralisme, sa victoire est vue comme la « revanche » des subversifs, auxquels la dictature brésilienne a bien malheureusement, aux yeux de ces militants d'extrême droite, laissé la vie sauve. Deux mesures du président Cardoso incarnent, aux yeux des rédacteurs du journal, l'esprit de revanche (« *revanchismo* ») qui les obsède : la création en 1995 de la Commission des morts et disparus, qui permet aux familles d'opposants assassinés sous la dictature d'obtenir des certificats de décès et une indemnisation par l'État ; et un ministère de la Défense confié à un civil, en 1999. C'est à cette dernière occasion que Jair Bolsonaro, député fédéral de Rio de Janeiro, se signale pour la première fois sur un réseau télévisé national : il déclare alors que l'unique solution pour sortir le pays du marasme et du déshonneur est une guerre civile, l'extermination des « nuisibles » (« il faut en tuer 30 000 », comme sous la dictature argentine, « en commençant par le président Cardoso ») et l'usage systématique de la torture²¹.
- 22 La promotion d'une mémoire apologétique de la dictature et la contestation des dispositifs de justice transitionnelle sont les principaux chevaux de bataille du Grupo Inconfidência, comme de toute la nébuleuse réformée. À partir de 2002, est publié chaque mois de mars un numéro éphéméride d'exaltation du coup d'État de 1964. Lui fait cortège, chaque mois de novembre, une autre édition historique consacrée à la révolte communiste du 27 novembre 1935 et à sa répression, occasion de tisser le récit d'une éternité de la menace subversive. Le journal permet d'accompagner l'accroissement par palier du lectorat de ce récit. D'abord restreint aux « contre-publics numériques » (Camila Rocha) de sites comme celui de Terrorismo Nunca Mais, il gagne un espace éditorial nouveau après le 40^e anniversaire du putsch (2004), puis en réaction aux ambitions de justice et de vérité accrues formulées par l'équipe gouvernementale sous le second mandat de Lula (2006-2010)²². En cette fin des années 2000, se constitue un panthéon d'auteurs d'une « mémoire militaire de la répression », presque tous d'anciens agents. Leur croisade est le rétablissement de la « vérité » face aux calomnies et aux mensonges d'une gauche revancharde, qui dissimulerait les crimes de la guérilla et occulterait tant les grandes réalisations que l'appui populaire au coup d'État et aux « gouvernements militaires ». C'est la lecture appliquée à la création d'une Commission nationale de la vérité dont les travaux sont ouverts en mai 2012. Outre les reconstructions historiques qu'elle divulgue, la CNV est accusée d'ouvrir la porte à une mesquine vengeance judiciaire à l'encontre des « héros » que furent les agents de la répression, comme en Argentine. Enfin, la commission viserait à jeter l'opprobre sur les forces armées et, ainsi, à les rendre inaptes à s'élever, comme en 1964, contre la révolution communiste.
- 23 Ce dernier aspect est crucial puisqu'il insère la CNV non pas dans un simple « revanchisme », mais dans la stratégie de domination de l'appareil d'État engagée par le PT, afin d'effectuer la « transition au socialisme ». Ainsi, le combat de l'extrême droite militaire contre les mises en jugement et condamnations des agents de la répression, la reconnaissance des responsabilités de l'État et les politiques de

réparation à l'encontre des victimes est intégré à un système de pensée, selon lequel le monde occidental fait l'objet d'une nouvelle offensive communiste, qui a adopté les questions culturelles, mémorielles et sociétales comme terrains de prédilection.

La mise en cohérence idéologique : la théorie du marxisme culturel

- 24 Le *Jornal Inconfidência* est un excellent observatoire de l'appropriation par l'extrême droite brésilienne, tout particulièrement militaire, d'une théorie conspirationniste venue des États-Unis. Originellement formulée par l'activiste néo-conservateur américain Paul Weyrich dans la seconde moitié des années 1970, la « théorie du marxisme culturel » ou de la « révolution gramscienne » postule que le silence des armes ne signifie pas la fin du projet communiste, mais le renouvellement de sa stratégie : le « Mouvement communiste international » se serait converti à la stratégie d'hégémonie culturelle et intellectuelle du philosophe italien Antonio Gramsci, et aurait investi des combats sociétaux, moraux et culturels. Selon cette perspective, les mouvements féministe, LGBTQI+, noir, autochtone, la contre-culture et même le multilatéralisme diplomatique sont les nouveaux visages de la révolution communiste. La thèse demeure relativement confidentielle jusqu'à ce que l'homme politique et polémiste ultra-conservateur Pat Buchanan lui donne une nouvelle jeunesse et une visibilité décuplée au début des années 1990²³.
- 25 Au Brésil, Olavo de Carvalho, pseudo-philosophe et publiciste ultra-conservateur, est le principal propagateur de ces thèses depuis le milieu des années 1990, lorsqu'il commence à investir le terrain politique²⁴. Notons que ces thèses n'ont pas été purement et simplement « importées » : l'anticommunisme brésilien est travaillé depuis les « années 1968 » par les dimensions morale, religieuse et sexuelle, et l'identification des intellectuels, artistes et journalistes comme des ennemis de premier plan est déjà parfaitement explicite à cette époque²⁵. Cette nouvelle appréhension de la menace traverse certaines des « lignes dures » du régime, proches d'un catholicisme intégriste alors en plein renouveau. L'historien états-unien Benjamin Cowan, après avoir étudié ce tournant moral et sexuel de l'anticommunisme brésilien, a récemment montré que les imaginaires du marxisme culturel ont été ensuite co-produits dans des réseaux transnationaux entre les États-Unis et l'Amérique latine – particulièrement le Brésil²⁶.
- 26 La théorie du marxisme culturel apparaît dans les pages du *Jornal Inconfidência* dès la fin des années 1990, sous la plume d'Olavo de Carvalho ou dans la reproduction d'articles de *Ternuma*, sans d'abord apparaître comme le système idéologique de référence. Un basculement s'opère au début des années 2000, à la suite de la publication par le général retraité Sérgio de Avelar Coutinho de *digests* du marxisme culturel destiné aux militaires, *A Revolução gramsciana no ocidente* (2002) et *Cadernos da liberdade* (2003). Le publiciste Huescar del Valle écrit en août 2002 :
- « Le plan gramscien a pour objectif d'effectuer une transition indolore et pacifique vers le communisme, en choisissant comme champ de bataille non plus les places, les rues, les usines, les casernes, mais l'opinion publique. À la place des fusils, les pamphlets. À la place de la vérité, le mensonge et la désinformation. À la place des armes, des troupes et des tanks, les idées subversives, très dangereuses²⁷. »

- 27 La guerre révolutionnaire (et contre-révolutionnaire) portait déjà en son centre la guerre psychologique et d'information. La théorie du marxisme culturel permet de l'appliquer au monde post-Guerre froide, en considérant l'ensemble des combats et des conquêtes progressistes comme autant d'aspects d'un « lavage cérébral » – l'expression est omniprésente – préparatoire à l'instauration d'un régime communiste et totalitaire.
- 28 En quelques mois, les combats politiques de ces secteurs ultra-conservateurs sont tous intégrés dans cet unique système de pensée. Leur obsession pour la réécriture de l'histoire, en particulier de la dictature, et pour la « repentance » promues par la gauche, sont intégrés à l'entreprise de « communisation de l'éducation » qui fait l'objet d'une rubrique systématique à partir de 2002. Initialement constituée d'analyses de manuels scolaires étiquetés « de gauche », la rubrique accompagne la montée en puissance du mouvement « École sans Parti » (Escola sem Partido, ESP), qui deviendra quinze ans plus tard un puissant instrument de persécution du corps enseignant, de défiance à l'égard du discours progressiste et un appui fondamental du bolsonarisme²⁸. En juillet 2008, Olavo de Carvalho écrit spécifiquement pour cette rubrique un article intitulé « Le viol intellectuel de l'enfance », où il commente la lettre supposée d'un père (en réalité le fondateur de l'ESP) à une enseignante, laquelle aurait comparé Che Guevara à Saint François d'Assise²⁹. Alors que la rubrique « Communisation de l'éducation » est centrée dans les années 2000 sur les questions de mémoire des luttes politiques et sociales, des révolutions et des dictatures, on voit émerger à partir de 2008 les questions de la sexualisation de l'enfance et de la supposée incitation à l'homosexualité à l'école. Les matériels scolaires incitant à la tolérance, à l'égalité des sexes et à la lutte contre les stéréotypes de genre sont décrits comme des « kits gays » (l'expression apparaît en 2011) et des outils de perversion et d'incitation à la pédophilie.
- 29 La dimension conspirationniste de la théorie du marxisme culturel contribue à en faire un réceptacle de tous les combats conservateurs : la protection de la forêt amazonienne et des populations autochtones promue par des organisations non gouvernementales et internationales, les revendications féministes et de populations LGBT, les luttes des paysans sans-terre, la dénonciation des violences policières dans les périphéries urbaines et le vocabulaire des droits humains, sont tous intégrés au grand récit de la révolution gramscienne, animés par un même ennemi communiste omnipotent et omniscient. Le globalisme destiné à la destruction des souverainetés nationales en serait l'allié objectif, prenant le relais de l'internationalisme prolétarien du siècle précédent³⁰. Face à lui, se dresserait l'institution armée appuyée par la « famille militaire », que la gauche « communo-pétiste » au pouvoir ferait tout pour affaiblir et déshonorer.

Conclusion

- 30 La consultation du *Jornal Inconfidência* est une expérience d'archive déroutante. Le système idéologique qui s'y formule et s'y fige dès le début des années 2000 apparaît à la fois comme la survivance d'imaginaires autoritaires et militaristes de la Guerre froide et l'annonce visionnaire des nouvelles droites, insérées dans le jeu électoral, des années 2010. Cette nébuleuse d'extrême droite réformée a accompagné la carrière politique de Jair Bolsonaro. À Rio, elle a constitué une partie de son électorat comme député, portant, avec certains secteurs de l'armée d'active, son entrée sur la scène

politique et médiatique nationale, lors de la mobilisation contre les travaux et conclusions de la Commission nationale de la vérité, en 2014.

- 31 La capacité qu'ont eue ces groupes d'officiers radicaux à entretenir et à diffuser une vision belliqueuse de la société est en tant que telle un signe de l'incomplétude de la transition démocratique brésilienne. Celle-ci s'est déroulée sans que les élites progressistes, intellectuelles ou politiques, ne luttent contre ces contre-cultures autoritaires ni ne perçoivent l'élargissement de leurs publics. Certes, le retour du régime démocratique impliquait de rétablir la liberté d'expression, y compris celle de militants d'extrême droite. Mais l'espace dont ceux-ci ont disposé est également le fruit d'une certaine représentation du processus de démocratisation, limitée aux institutions, sans travail sur la mémoire et les imaginaires collectifs. En outre, le fait que les porte-paroles de ces groupes soient d'ex-agents de la répression demeurés impunis a accru la confusion des récits disponibles sur l'histoire récente du pays. L'amnistie dont ils ont bénéficié a permis de les construire comme des figures possibles de la Nouvelle République, et de légitimer leur discours de régénération violente du système politique.
- 32 La victoire aux élections présidentielles d'octobre 2018 de Jair Bolsonaro, candidat imbu de mépris pour les institutions républicaines et les droits humains, défenseur de la torture et nostalgique de la dictature, ne peut donc être pensée sur le seul temps court d'un essoufflement des imaginaires démocratiques au XXI^e siècle. Elle pose la question des permanences sur le temps long d'une culture autoritaire dans l'opinion publique brésilienne, que l'expérience du régime militaire a plus enracinée qu'entamée, malgré des dispositifs – il est vrai tardifs et timides – de justice transitionnelle. Et donc, des échelles de temps pertinentes pour penser l'ancrage des imaginaires démocratiques.

NOTES

1. L'expression « *choque de realidade política* » est de José Murilo de Carvalho au sujet du coup d'État de 1964. *Forças Armadas e Política no Brasil*, Rio de Janeiro, Jorge Zahar, 2005, p. 7-8.

2. « Ceci n'est pas un coup d'État », éditorial du *Monde*, 30/03/2016.

3. Departamentos de Operações de Informações – Centros de Operações de Defesa Interna (Départements d'Opérations de Renseignement – Centres d'Opérations de Défense Interne).

4. L'équivalent, au cours de la guerre d'Algérie, est la « corvée de bois ». « Ces voyous rouges seront bannis de notre patrie [...], tout au bout de la plage, vous n'aurez plus votre place dans notre patrie. » Discours du candidat Jair Bolsonaro, Rio de Janeiro, 21/10/2018. L'expression est ensuite utilisée plusieurs fois par Bolsonaro pendant son mandat présidentiel.

5. Déclaration d'Eduardo Bolsonaro sur plusieurs réseaux sociaux, 21/10/2018.

6. Le 8 janvier 2023, plusieurs milliers de militants bolsonaristes venus de diverses régions du Brésil ont convergé vers la place des Trois Pouvoirs à Brasilia, où se trouvent le palais présidentiel, la Cour suprême et le Parlement. La manifestation a rapidement dégénéré en saccage, sans réaction des forces policières et militaires chargées de la protection des lieux.

7. Edson Teles et Vladimir Safatle (org.), *O que resta da ditadura*, São Paulo, Boitempo, 2010.

8. Les groupes d'officiers d'extrême droite à la retraite formés dans les années 1980 et 1990 se réfèrent souvent à des faits marquants de l'histoire patriotique, survenus dans leur région à l'époque coloniale ou au XIX^e siècle. L'*Inconfidência mineira*, que l'on pourrait traduire comme la sédition du Minas Gerais, est une révolte républicaine survenue en 1789 et entrée au panthéon national et militaire.
9. Voir en particulier sa thèse de doctorat, « Grupos de pressão política formados por militares da reserva no Mercosul », Niteroi, Universidade Federal Fluminense, 2014 ; ainsi que les plus récents « Ativismo e extrema direita no meio militar: tensões e discursos que antecedem ao bolsonarismo (1984-1998) ». *Brasíliana: Journal for Brazilian Studies*, 10 (2) et « Militares e o pensamento de extrema direita », dans Francisco Carlos Teixeira da Silva et Karl Schurster (org.), *A República sitiada: militares e bolsonarismo no Brasil*, Recife, Edupe, p. 93-112.
10. Sur le manifeste, voir Fernando da Silva Rodrigues, Fernando et Cláudio Beserra de Vasconcelos, « Os oficiais brasileiros da reserva e a defesa da memória institucional do "31 de março de 1964" », *História Unisinos*, vol. 18, n. 3, septembre-décembre 2014, p. 514-528. Le décompte a été réalisé par nos soins.
11. Le rapport est disponible à l'adresse suivante : <http://cnv.memoriasreveladas.gov.br/index.php/outros-destaques/574-conheca-e-acesse-o-relatorio-final-da-cnv> [lien consulté le 9 mai 2023].
12. Gabriel Feltran, « The Revolution we are living », in *HAU. Journal of Ethnographic Theory*, vol. 20, n. 1, 2020.
13. « Jamais plus le terrorisme » ou Ternuma, collectif fondé en 1998 à Brasília, est l'association de militaires réformés d'extrême droite de plus grande audience. À son sujet Luzimary dos Santos Rocha, « Terrorismo Nunca Mais (Ternuma): "a farda não abafa o cidadão no peito do soldado" », *Revista Eletrônica de Ciência Política*, vol. 6, n. 2. Universidade Federal do Paraná, 2015.
14. L'éditorial du numéro d'avril 1998 est explicite sur la « complète inversion des valeurs morales et éthiques et le manque de patriotisme » et « le manque d'honneur et de caractère » des élites de la Nouvelle République, qui fait porter une lourde responsabilité aux « *homens de bem* », p. 1
15. Sur l'histoire de Jair Bolsonaro, voir Luis Maklouf, *O cadete e o capitão: a vida de Bolsonaro no quartel*, São Paulo, Todavia, 2019, et Bruno Meyerfeld, *Cauchemar brésilien*, Paris, Grasset, 2022.
16. *Jornal Inconfidência*, août 1998, p. 1.
17. Celso Castro, *O espírito militar. Um antropólogo na caserna*, Rio de Janeiro, Zahar, 2021 (1a ed. 1990).
18. Sur le légalisme et le maintien d'une partie des institutions démocratiques par le pouvoir militaire, voir Anthony W. Pereira, *Ditadura e repressão. O autoritarismo e o Estado de direito no Brasil, no Chile e na Argentina*, São Paulo, Paz e Terra, 2012. Ces traits ont contribué à l'absence de rupture avec le régime civil ultérieur et de punition des agents de l'État, comme le démontre Rodrigo Patto Sá Motta (*Passados presentes: o golpe de 1964 e a ditadura militar*, Rio de Janeiro, Zahar, 2021).
19. À partir de mars 2014 est ouverte l'enquête *Lava-Jato* (« lavage express ») sur des délits d'initiés dans le cadre de marchés publics avec l'entreprise pétrolière Petrobrás. À cette époque, l'antipétisme est déjà très présent dans l'espace public et associé à un registre et une imagerie très anticomuniste. Sur ce sujet, voir Marcelo Alves dos Santos Junior, *Vai pra Cuba !!! A rede antipetista na eleição de 2014*, mémoire de Master, Niteroi, Universidade Federal Fluminense, 2016. Le surgissement de l'anticommunisme a fait l'objet de dizaines de travaux. Pour une perspective de longue durée, voir Rodrigo Patto Sá Motta, « A tradição anticomunista no Brasil, as eleições de 2018 e o início da era Bolsonaro », interview du programme « História da ditadura ». URL : <https://www.historiadaditadura.com.br/post/a-tradi%C3%A7%C3%A3o-anticomunista-no-brasil-as-ele%C3%A7%C3%B5es-de-2018-e-o-in%C3%ADcio-da-era-bolsonaro> [lien consulté le 4 mai 2023].

20. À partir de 1974, sous le mandat du général Geisel, le pouvoir militaire engage un relâchement contrôlé de la pression autoritaire et répressive, destiné à libéraliser le régime tout en maintenant des outils de contrôle militaires. Le processus, poursuivi par le général Figueiredo à partir de 1979, rencontre une opposition féroce de l'extrême droite militaire. Il échappe aux mains des généraux et débouche sur un régime ouvert de démocratie libérale.
21. Programme *Câmera Aberta*, TV Bandeirantes, mai 1999. Sur les références à la torture dans le discours de l'extrême droite militaire et de Jair Bolsonaro, voir Mariana Joffily, Daniel Faria et Paula Franco, « A tortura reivindicada: reencenando o passado em chave atualista », *História da Historiografia*, v. 16, n. 41, 2023.
22. Le second mandat de Lula (2006-2010) et le premier de Dilma Rousseff (2010-2014) sont marqués par de nouvelles ambitions en matière de justice transitionnelle, que signalent la nomination du juriste spécialiste des droits humains Paulo Abrão à la tête de la Commission d'Amnistie (2007), le Plan national de Droits humains très critique envers l'impunité des ex-agents de l'État en 2009, et enfin la loi d'accès aux archives qui crée également la Commission nationale de la vérité (2011).
23. Il existe une bibliographie croissante sur les circulations internationales d'extrême droite et l'insertion du Brésil en leur sein. Des éléments de base sont offerts par Jérôme Jamin, « Cultural Marxism and the Radical Right », dans Paul Jackson et Anton Shekhovtsov, *The Post-War Anglo-American Far Right: A Special Relationship of Hate*, Springer, 2014, p. 84-103. Sur les circulations intellectuelles d'extrême droite, voir A. James MacAdams et Alejandro Castrillon (org.), *Contemporary Far-Right Thinkers and the Future of Liberal Democracy*, New York, Routledge, coll. « Routledge Studies in Fascism and the Far-Right », 2022. Au sein de l'espace latino-américain, voir José Antonio Sanahuja et Pablo Stefanoni, *Extremas derechas y democracia: perspectivas iberoamericanas*, Madrid, Fundación Carolina, 2023.
24. Olavo de Carvalho, *A Nova Era e a Revolução Cultural: Fritjof Capra & Antonio Gramsci*, Rio de Janeiro, Instituto de Artes Liberais/Stella Caymmi Editora, 1994.
25. Benjamin Cowan, *Securing Sex. Morality and Repression in the Making of Cold War Brazil*, Chapel Hill, NC, University of North Carolina Press, 2016.
26. Du même auteur, « A hemispheric Moral Majority: Brazil and the Transnational Construction of the New Right », *Revista brasileira de Política Internacional*, vol. 61, no. 2, Brasília, 2018.
27. *Jornal Inconfidência*, août 2002, p. 12.
28. Sur Escola sem Partido, voir par exemple Luis Felipe Miguel, « Da "doutrinação marxista" à "ideologia de gênero" - Escola Sem Partido e as leis da mordaza no parlamento brasileiro », *Revista Direito e Praxis*, n. 15, 2016, p. 590-621.
29. *Jornal Inconfidência*, juillet 2008, p. 12-13.
30. Ernesto Araujo, ministre des Affaires étrangères de 2019 à 2021, est le grand héraut du rejet du « globalisme » sous le mandat de Jair Bolsonaro.

RÉSUMÉS

Cet article est consacré au discours sur la République d'une publication d'extrême droite brésilienne, le *Jornal Inconfidência*, entre 1998 et 2015. Le groupuscule dont ce mensuel émane, le Grupo Inconfidência, a été fondé en 1995 par des militaires réformés de l'État du Minas Gerais dans une logique de résistance à l'imposition d'un contrôle civil sur les forces armées et à des

politiques de réparation à la suite de la dictature militaire (1964-1985). *Inconfidência* intègre une nébuleuse militaire issue des « lignes dures » de la dictature, qui fut le creuset d'une critique radicale du régime démocratique. Héritiers d'imaginaires autoritaires anciens et insérés dans les circulations internationales de la Nouvelle Droite, ces groupes proposent un discours cohérent de discrédit du régime en place comme dégénéré et corrompu, de dénonciation d'un ennemi interne (la gauche et le mouvement social) et de réhabilitation de la dictature qui sera, mot pour mot, le discours de Bolsonaro à l'assaut du pouvoir en 2018.

This article focuses on the discourse surrounding the New Republic in a far-right Brazilian publication, the *Jornal Inconfidência*, between 1998 and 2015. The monthly publication's parent group, Grupo Inconfidência, was founded in 1995 by retired officers from the state of Minas Gerais as a means of resisting the imposition of civilian control over the armed forces and the implementation of reparations following the military dictatorship (1964-1985). *Inconfidência* brought together a constellation of hard-line military officers associated with the dictatorship, which was the breeding grounds for a radical critique of the democratic regime. Inheriting ancient authoritarian imaginaries but slipping into the currents of the New Right, these groups put forward a coherent proposal to discredit the current regime as degenerate and corrupt, to denounce an internal enemy (the Left and collective action), and to rehabilitate the dictatorship; such ideas would ultimately form the basis of Bolsonaro's victory speech when he seized power in 2018.

INDEX

Mots-clés : Brésil, politique et gouvernement (1985-), extrême droite, forces armées, presse, Bolsonaro (Jair)

Keywords : Brazil, politics and government (1985-), extreme right, armed forces, press, Bolsonaro (Jair)

AUTEUR

MAUD CHIRIO

Ancienne élève de l'École normale supérieure de Paris, agrégée et docteure en histoire, Maud Chirio est maîtresse de conférence à l'Université Gustave-Eiffel. Elle est spécialiste de l'histoire du Brésil contemporain, plus particulièrement des forces armées, de l'appareil répressif et des réseaux d'extrême droite sous la dictature militaire (1964-1985). Elle est autrice de *La Politique en uniforme. L'expérience brésilienne, 1960-1980* (PUR, 2016), également publié en portugais et en anglais. Elle a co-dirigé plusieurs ouvrages, dont *Pacificar o Brasil. Das guerras justas às UPPs* (Alameda, 2017) et *Crise política e virada conservadora no Brasil (2014-2018). A abismo brasileiro no espelho do mundo* (Appris, 2021), et dirigé *Mon cher Lula. Lettres à un président en détention* (Anamosa, 2022), également publié en portugais et en espagnol.